




PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

MAIRIE DE KERLAZ

CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTI ACTIVITES
KERLAZ - 29100

Niveau 2

MAÎTRE D'OUVRAGE	COORDONNATEUR SPS
MAIRIE DE KERLAZ PLACE DU PRESBYTERE 29100 KERLAZ	QUALICONSULT SÉCURITÉ 360 RUE ROBERT SCHUMAN 29490 GUIPAVAS 
MAITRE D'OEUVRE	
GARRIGUES - KERASCOET & SEEVAGEN 125 RUE DES ALOUETTES 29490 GUIPAVAS	

MISE A JOUR		
N° DE L'AVENANT	DATE	INTITULE
0	22/07/16	P.G.C



Sommaire

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX.....	3
2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT.....	4
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	7
4. ELECTRICITE DE CHANTIER.....	11
5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE.....	13
6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER.....	15
7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES.....	18
8. PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES.....	19
9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	21
10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITE.....	23
11. MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS.....	24
12. LISTE DES INTERVENANTS.....	25
13. NOMENCLATURE DES LOTS.....	26
14. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT.....	27
15. CANEVAS DU PPSPS (PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE).....	28



1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1. Désignation de l'opération

- Nature des travaux : CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTI ACTIVITES
- Mode de passation des marchés : Lots séparés
- Implantation géographique / adresse : KERLAZ - 29100
- Documents reçus pour l'analyse du projet : APD (plans, pièces écrites)

1.2. Description sommaire

CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTI ACTIVITES

1.3. Liste des intervenants / Nomenclature des lots

LOT N°01 - TERRASSEMENT – VRD
LOT N°02 - GROS OEUVRE - FONDATIONS
LOT N°03 - CHARPENTE METALLIQUE
LOT N°04 - COUVERTURE
LOT N°05 - RAVALEMENT
LOT N°06 - MENUISERIES EXTERIEURES – FACADES VITREES
LOT N°07 - SERRURERIE
LOT N°08 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS
LOT N°09 - PLATRERIE – CLOISONS – FAUX PLAFONDS
LOT N°10 - REVETEMENTS DE SOL SOUPLES – CARRELAGE – FAIENCE
LOT N°11 - PEINTURE
LOT N°12 - ELECTRICITE
LOT N°13 - CVC



1.4. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – Catégorie de l'opération

Le chantier est prévu sur une période de : 11 mois

Le démarrage des travaux est prévu : Septembre 2016

La catégorie de l'opération retenue est le **Niveau 2**



2. ACCES AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

- Accès principaux : Accès au chantier par voies publiques existantes. Une signalisation routière adaptée sera à mettre en avant le début des travaux
- Gabarit à respecter : Véhicules d'entreprise et de livraison
- Charge admissible : Selon voirie, les entreprises devront prendre en compte les protections des bordures, des caniveaux ...

2.2. Servitude d'accès – Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier

Description :	<ul style="list-style-type: none">• Disposition à prendre : Clôture de chantier de 2 m de hauteur reliée par colliers boulonnés, panneau de chantier, affichage des mentions ; "Chantier interdit au public" et "Port des EPI et du casque obligatoire" Homme guide ponctuel lors des manœuvres d'engins et de livraisons Mise en place d'une signalisation temporaire horizontale et verticale y compris hors chantier pour les déviations et circulations liée aux chantier
Localisation : Périphérie du chantier	<ul style="list-style-type: none">• Lot chargé des dispositions à prendre : Lot 2



NUISANCES: Les travaux se feront pendant les heures prévues par le Maître d'Ouvrage et conformément aux éventuels arrêtés préfectoraux pris en faveur de la protection contre le bruit.

Le nettoyage journalier des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords est à la charge de l'ensemble des entreprises.

Aucun stockage sur les voiries et hors des zones définies en réunion préparatoire



- Présence de canalisations enterrées, aériennes ou subaquatiques :

Attention : nouveaux textes applicables au 1er juillet 2012 ; décrets 2010-1600 du 20/12/10 et 2011-1241 du 05/10/11 et l'arrêté du 15/02/12.

Préalables :

La déclaration de travaux ainsi que les DICT devront être transmis aux exploitants des réseaux après consultation du guichet unique
Des investigations complémentaires seront à réaliser sur les réseaux insuffisamment précisés par les exploitants

<p>Description :</p> <p>Des canalisations enterrées pourraient se trouver sous l'ensemble du bâtiment. Il conviendra de consulter les plans de récolement.</p>	<ul style="list-style-type: none">• Disposition à prendre :<ul style="list-style-type: none">- Le maître d'ouvrage devra transmettre la DT aux exploitants de réseaux- Chaque entreprise concernée devra établir une D.I.C.T. auprès du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)- Respect des distances de sécurité suivant les tensions- Respect des recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux- Dispositifs de gestion des interférences et des zones interdites à mettre en place- Repérage permanent des réseaux impactés par les travaux- Autorisation d'intervention (Attestation de formation) pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques (à compter du 01/01/17)
<p>Localisation :</p> <p>Voir plans de réseaux et effectuer des investigations complémentaires pour la reconnaissance des réseaux existants</p>	<ul style="list-style-type: none">• Lot chargé des dispositions à prendre : Lot 1 et 2



2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

- Pose de clôtures de chantier type Heras en périphérie du chantier dès le début des travaux.
- Panneaux "Chantier interdit au public", "Port des EPI et du casque obligatoire"
- Liste du personnel en possession du responsable de chantier.
- Nom ou logo des entreprises sur les vêtements de travail.

2.4. Installations provisoires sur la voie publique

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	Type Heras	Périphérie du chantier Selon plan d'implantation fourni par le Lot 2	Lot 2	Journalière
Portes et portails	Type "HERAS" avec chaîne + cadenas ou portail fixe sur poteaux			
Panneaux de signalisation Voies à créer	Signalisation de chantier			

- Dispositions prises en cas de défaillances :

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS pourront désigner une autre entreprise ou faire appel à une entreprise extérieure. L'entreprise disposera de 48 heures après réception d'un envoi recommandé pour mettre fin aux désordres ; à défaut, les frais engagés seront déduits de la situation de l'entreprise défaillante.



3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

3.1. Voies et réseaux divers préalables aux travaux

ELECTRICITE

Localisation : Selon plan d'installation de chantier avec compteur

Planification du raccordement : Installation de chantier
Contact avec concessionnaires

Entreprise chargée du raccordement : Lot 2 pour l'alimentation générale et la base vie, Lot 12 pour les alimentations secondaires

EAU

Localisation : Selon plan d'installation de chantier avec compteur

Planification du raccordement : Installation de chantier
Contact avec concessionnaires

Entreprise chargée du raccordement : Lot 2 pour l'alimentation générale et la base vie, Lot 13 pour les alimentations secondaires

EAUX USEES

Localisation : Selon plan d'installation de chantier

Planification du raccordement : Installation de chantier

Entreprise chargée du raccordement : Lot 2

TELEPHONE

Localisation :
Téléphone portable dans chaque zone de travaux

Planification du raccordement :

Entreprise chargée du raccordement :

SANITAIRES

Localisation : Sanitaire raccordé à l'égout, en eau et en électricité

Planification du raccordement : Installation de chantier

Entreprise chargée du raccordement : Lot 2



3.2. Cantonnements

- Dispositions Générales : ATTENTION l'intégralité des zones est NON-FUMEUR

Description nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	Pour un effectif de 10 personnes Vestiaires Femmes	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Lot 2	Sans objet	Lot 2	Lot 2	Consommations réparties au compte prorata
Réfectoires	Restauration obligatoire à l'extérieur du chantier		Sans objet			
Sanitaires	1 wc pour 5 personnes et 1 point d'eau pour 5 personnes Prévoir sanitaires Femme		En cas de dépassement d'effectif, 1 wc par tranche de 5 personnes			
Bureaux	1 bungalow de 20 m²					

- Vérification de l'installation électrique : A l'installation ou en cas de modification, puis annuelle
- Installation de sanitaires complémentaires : En cas de dépassement d'effectif. 1 wc supplémentaire pour 5 salariés et 1 point d'eau pour 5 personnes
- Procédure en cas de défaillance ou de litige : le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS pourront désigner une autre entreprise ou faire appel à une entreprise extérieure. L'entreprise disposera de 48 heures après réception d'un envoi recommandé pour mettre fin aux désordres ; à défaut, les frais engagés seront déduits de la situation de l'entreprise défaillante.



3.3. Nettoyage du chantier

Procédure générale:

Chaque entreprise nettoiera ses postes de travail en opérations quotidiennes de débarrassages des outillages inutiles, des restes de matériaux inutilisés/des emballages/des gravois et nettoyage des accès et cheminements.

Procédures en cas de litige ou de défaillance:

Dans le cas d'une entreprise défaillante, après envoi d'un courrier recommandé, sans réponse de celle-ci, le Maître d'œuvre fera procéder à l'enlèvement des gravois et/ou nettoyage par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

En phase travaux, tous les déchets seront évacués au jour le jour des zones de travail.

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'Œuvre d'Exécution se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, après mise en garde, pour assurer un balayage quotidien et un nettoyage hebdomadaire complet en sus des obligations des entreprises, restant dues, y compris enlèvement des gravois de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge des entreprises.

En cas de persistance dans le refus ou le retard apportés au nettoyage du chantier et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage par l'entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

Schéma d'organisation et de suivi des déchets :

Les entreprises doivent fournir un document qui sera soumis au visa du Maître d'Oeuvre pendant la période de préparation dans lequel il s'engage sur :

- Les centres de stockages ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en oeuvre pendant les travaux

Rangement du matériel :

Durant les périodes d'inactivité (soir, week-end, intempéries,etc...), tous les accès au chantier seront fermés et l'entrepreneur veillera à mettre à l'abri tout les outils et matériels susceptibles d'être utilisés comme projectiles. Les véhicules et engins de chantiers seront stationnés sur les aires prévues à cette effet.



3.4. Déchets de chantier

Déchets de chantier

- Loi n°75.633 du 15 juillet 1975 : élimination et récupération des matériaux (principe du pollueur payeur)
- Loi du 19 juillet 1976 : installations classées pour la protection de l'environnement (cas des centres de stockage de classe 1 et 2)
- Loi du 13 juillet 1992 qui complète la loi du 10 juillet 1975 en limitant, à compter du 1er juillet 2002, le stockage des déchets aux seuls déchets ultimes
- Circulaire du 15 février 2002 relative à la planification de la gestion de chantier du bâtiment et des travaux publics (BO/MATE n°2000-03 du 20 mars 2000)

Deux possibilités s'offrent aux entreprises pour traiter et éliminer leurs déchets :

- 1) L'entreprise les élimine elle-même en procédant à un tri sur le chantier dans le respect des 3 classes (déchets inertes : DI, Déchets banals : DIB, déchets industriels spéciaux : DIS), puis en recherchant des voies d'élimination spécifique au travers d'entreprises spécialisées dans cette activité.
- 2) L'entreprise décide, pour des raisons pratiques et d'organisation interne, de ne pas éliminer elle-même ses déchets. Elle doit alors les confier par contrat écrit à un éliminateur qui se chargera de les trier, puis de les valoriser ou encore de les orienter vers une décharge contrôlée pour déchets ultimes de la classe (1, 2 ou 3) correspondant à la nature des déchets.



4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1 FORCE

4.1.1. Installations primaires

Description:

Raccordement par le biais de coffrets de chantier.

- **Lot chargé de l'installation:**

Lot 12

- **Vérification périodique**

Au moins annuel par organisme agréé.

4.1.2. Installations secondaires

Description, implantation et nombre de coffrets:

- Les coffrets de chantiers IP 44-7 comprendront:
- 1 arrêt d'urgence et les protections différentielles
- 4 prises 2 x 16 A + T – 230 V
- 1 prise 3 x 20 A + T – 400 V
- Un voyant de présence tension
- La conformité de cette installation fera l'objet d'un procès verbal du bureau de contrôle.

Les installations et leurs protections seront conformes aux normes en vigueur notamment norme (C 15 100)

Toutes les masses métalliques seront reliées entre elles (liaisons équipotentielles) et mises à la terre (matériel, etc...)

Les conducteurs électriques seront de couleurs conventionnelles.

Le personnel chargé des travaux ou intervention sur les réseaux devra posséder une habilitation correspondante délivrée par son employeur.

- **Distribution:**

Les câbles seront installés de préférence contre les murs ou au plafond, de façon à ne pas entraver les circulations.

A surveiller particulièrement :

- Pas de câble tendu ou en élévation à travers les escaliers et circulations, protection mécanique du franchissement des câbles au sol.



4.1.3. Matériels:

Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14 novembre 1988 et de la norme NFC 15.100.

- **Matériels électriques mobiles:**

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers

Rallonges: Type H 07 RN F - Enrouleurs de classe B - Section 3 x 2.5 mm²;

Enrouleurs Catégorie B NFC 61.720;

Prises Protections IP 44 - IK 08 incassables;

Baladeuses : NFC 71.008;

Phares halogènes : Norme NF avec vitre + grille de protection.

4.2 ECLAIRAGE

- **Dispositions générales:**

L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairement suffisantes. Pour les besoins du chantier un éclairage provisoire pour satisfaire à cet effet. Valeurs recommandées au sens de la Norme NFX 35-103

- Toutes les circulations intérieures 120 lux
- Locaux borgnes ou aveugles, postes de travail extérieur 120 lux
- Zones de stockage 40 lux.



5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

5.1. Description

Code du travail Article R4541-9 (manutentions manuelles = 1 accident avec arrêt sur 3) Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2° de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes

Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise

Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation par l'entreprise utilisatrice.

5.2. Mesures de prévention

- Vérification des engins

L'ensemble des engins de levage et d'élévation du personnel devra être à jour de ses vérifications par un organisme agréé. Les engins devront être vérifiés avant leur utilisation sur le chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

Le personnel utilisateur devra être titulaire du CACES et muni d'une autorisation de conduite.

- Stabilité des supports et solidité

La stabilité du sol devra être vérifiée préalablement à toute utilisation

Rappel : circulations, aires de grutage, aires d'évolution des nacelles (périphérie du bâtiment) ... Mise en place et entretien par le Lot 1

- Limitations des interférences

Aucun engin de manutention ou de levage ne sera autorisé à se déplacer en charge sur les rues avoisinantes.

- Prévention des renversements

Les utilisateurs d'engins de manutention et de levage devront s'assurer de la stabilité des supports. Des dispositions seront à prendre lors de la mise en place de ces engins (calage, plaques de répartition des charges, etc...)



- Autorisations de conduite

Les utilisateurs d'engins de manutention et de levage devront tous être porteurs de leur CACES et d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise ou son représentant habilité.



6. CIRCULATIONS INTERIEURES AU CHANTIER

6.1. Consignes générales

La signalisation temporaire de chantier sur la voirie locale, au droit du chantier, sur les trajets, les accès, des piétons et toutes les voies de circulation ouvertes au public sera réalisée et entretenue par l'entrepreneur, en respect des dispositions du CCAP et du CCTP du livre 1, 8ème partie de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière « signalisation temporaire » approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 (JO du 30 janvier 1993).

Elle sera agréée par les représentants de la Maîtrise d'œuvre ou des mairies concernées.

Le survol par des charges en élévation, l'empiétement des itinéraires piétons et voies de circulation ouverte au public est interdit.

Chaque entreprise devra rédiger un protocole de déchargement en fonction du plan d'installation de chantier.



6.2. Circulation de véhicules

Dispositions générales : Suivant plan d'installation de chantier

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais
Voie intérieure	voies de circulation	Conformément au plan de circulation définitif	Lot 2	Lot 2	Sans objet
Déchargement	Matériaux	Zone de stockage	Lot 2	Lot 2	
Stationnement	Véhicules d'entreprise	Sur zone repérée sur plan d'installation de chantier	Lot 2	Lot 2	
Signalisation	Signalisation de danger sur le chantier Panneaux de consignes obligatoires Fléchages relatifs aux premiers secours	Cantonnement	Lot 2	Lot 2	

- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins : Désignation d'un responsable de manœuvres



6.2 . Circulation piétons

Dispositions générales :

Le cheminement des piétons sera maintenu en état de propreté et dépourvu de stockage.

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en œuvre	Entretien	Répartition des frais	Vérification par organisme
Séparation des voies véhicules	Cheminement piétons clairement défini à chaque phase de l'opération	Toute l'emprise du chantier	Lot 2	Lot 2		
Protection des accès (auvents)	A déterminer en fonction des besoins éventuels	Accès aux bâtiments	Lot 2	Lot 2		

Interruption des travaux

Lorsque, par suite de circonstances imprévues, les conditions de sécurité ne sont pas suffisantes, le maître d'œuvre peut sans avertissement préalable imposer l'interruption immédiate des travaux en cause. La maîtrise d'ouvrage ou son représentant, peuvent par l'intermédiaire du maître d'œuvre imposer également l'interruption des travaux pour les mêmes circonstances.



7. ORGANISATION DES SECOURS – PREVENTION DES INCENDIES

7.1. Secours

- Numéro d'appel en cas d'urgence :
Voir liste en annexe
- Implantation du téléphone de secours :
Localisation :
Téléphone portable en possession du chef de chantier

Lot chargé de son installation :
Chaque intervenant pour les portables
- Infirmerie de chantier (si l'effectif est supérieur à 200 personnes)
Implantation : Véhicules des entreprises

Description : Trousse de secours

Signalisation : Croix blanche sur fond vert
- Accès réservé au secours :
- Relation avec les services de secours : n° 18 ou 112

7.2. Incendie

- Dispositions prises pour les travaux par points chauds :
Extincteurs à disposition et à proximité immédiate (moins de 5m)
Établissement d'un permis feu.
- Stockage de produits dangereux :
Le stockage de produits dangereux (amianté, plombé, ou autre ...) devra s'effectuer suivant la réglementation en cours.
Il devra être balisé signalé par pictogramme, et évacuer au plus vite.

Un document de suivi des déchets, avec les bordereaux de départ devront être présent sur site, pour consultation par les organismes agréés.
- Mise en place d'extincteurs
Chantier : sur points chauds et dans le bureau de chantier



8. PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

Dispositions générales

- Disposition en cas de litige ou défaillance :
Le coordonnateur SPS fera ses remarques sur le Registre Journal. En cas de non observation des consignes une réunion en présence du Maître d'Œuvre et d'Ouvrage aura lieu. Un débat sera organisé avec l'entreprise défaillante pour régler le problème.
La décision finale appartient au Maître d'Ouvrage.

Mise en place d'équipements communs

Dispositions générales :

- Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices.
 - Mutualisation des moyens (grue, nacelle, échafaudage, gazelle, manuscopique, ...)
 - Les entreprises devront préférer la mise en œuvre des protections collectives définitives aux protections provisoires de chantier ceci afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention du Code du Travail.

Rappel sur les protections individuelles – Équipement du personnel

Sur le chantier, le port des protections individuelles suivantes est obligatoire et à la charge du responsable de l'entreprise.
Cette disposition n'entre pas dans le cadre de la mission du coordonnateur SPS.



9. TRAVAUX SPECIFIQUES PRESENTANT UN DANGER PARTICULIER

9.1 Travaux de grande hauteur

- Décret du 1er septembre 2004
- Extraits du code du travail relatifs à l'utilisation des échelles, escabeaux et plate-formes
- Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.
-
- L'employeur doit s'assurer que les échelles, escabeaux et marchepieds sont constitués de matériaux appropriés compte tenu des contraintes du milieu d'utilisation. Ces matériaux et leur assemblage doivent être d'une solidité et d'une résistance adaptées à l'emploi de l'équipement et permettre son utilisation dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique.
- Les échelles, escabeaux et marchepieds doivent être placés de manière à ce que leur stabilité soit assurée en cours d'accès et d'utilisation et que leurs échelons ou marches soient horizontaux.
- Les échelles d'accès doivent être d'une longueur telle qu'elles dépassent d'au moins d'un mètre le niveau d'accès, à moins que d'autres mesures aient été prises pour garantir une prise sûre.



- L'utilisation des échelles fixes, portables, suspendues, à coulisse, et des échelles d'accès obéit à certaines règles. Toutes doivent permettre une prise et un appui sûrs. Le port de charges, légères et peu encombrantes, doit rester exceptionnel.
- Les échelles doivent être utilisées de façon à permettre aux travailleurs de disposer à tout moment d'une prise et d'un appui sûrs. En particulier, le port de charges doit rester exceptionnel et limité à des charges légères et peu encombrantes. Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre.
- Obligation de formation aux travaux en hauteurs
- L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser un équipement de protection individuelle d'une formation adéquate comportant, en tant que de besoin, un entraînement au port de cet équipement.
- Cette formation est renouvelée aussi souvent que nécessaire pour que l'équipement soit utilisé conformément à la consigne d'utilisation
- **Formation pour le montage des échafaudages**
 - "Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées."
 - "La formation à la sécurité dont bénéficient les travailleurs chargés de la mise en oeuvre ou de la maintenance des équipements de travail doit être renouvelée et complétée aussi souvent qu'il est nécessaire pour prendre en compte les évolutions des équipements de travail dont ces travailleurs ont la charge."
- **Contrôle des EPIs**
 - Les EPI doivent faire l'objet de vérifications annuelles. Elles font l'objet d'une consignation dans le registre de sécurité.



- La formation de votre personnel permet de répondre à cette obligation.

Obligation générale de formation à la sécurité

"L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

- Ces mesures comprennent :
 - Des actions de prévention des risques professionnels
 - Des actions d'information et de formation
 - La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.
- L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes."

L'employeur organise une formation pratique et appropriée à la sécurité au bénéfice :

- Des travailleurs qu'il embauche ;
- Des travailleurs qui changent de poste de travail ou de technique ;
- Des salariés temporaires, à l'exception de ceux auxquels il est fait appel en vue de l'exécution de travaux urgents nécessités par des mesures de sécurité et déjà dotés de la qualification nécessaire à cette intervention ;
- A la demande du médecin du travail, des travailleurs qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'une durée d'au moins vingt et un jours.
- Cette formation est répétée périodiquement dans des conditions déterminées par voie réglementaire ou par convention ou accord collectif de travail."



- **Obligation d'information pour le port de EPI de travail en hauteur**
- L'employeur informe de manière appropriée les travailleurs devant utiliser des équipements de protection individuelle :
 - Des risques contre lesquels l'équipement de protection individuelle les protège
 - Des conditions d'utilisation de cet équipement, notamment les usages auxquels il est réservé
 - Des instructions ou consignes concernant les équipements de protection individuelle
 - Des conditions de mise à disposition des équipements de protection individuelle.
- Avant tous travaux il sera demandé aux entreprises leurs habilitations :
 - Travaux en hauteurs,
 - Montage échafaudage
 - CACES s'il y a lieu
- Après montage d'échafaudage :
 - PV de réception de montage
 - Convention de prêt s'il y a lieu



9.2 Travaux de terrassement ou de tranchées

- Description : Passage des réseaux d'assainissement, eaux pluviales et réseaux souples. Terrassement
- Conditions d'intervention :
Ne pas débuter les travaux sans l'établissement d'une déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage
Respecter les recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.
Une formation spécifique sera nécessaire à compter du 1er janvier 2017 pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques.
Utilisation des blindages pour les fouilles de 1,30 m de profondeur, balisage des zones de fouilles, repérage des réserves existantes et travail à une distance supérieure à 1,5 m. Les talutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques (berlinoises ou autres) seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.
Utilisation de blindages pour tous les sols instables ou meubles quelque-soit la profondeur.
- Dangers spécifiques : Enfouissement, chutes, heurts

9.3 Utilisation de produits dangereux

- Nature des produits : Tous les produits dangereux utilisés sur le chantier seront indiqués dans le PPSPS
- Localisation des interventions : Selon corps d'état
- Conditions de stockage : Local extérieur à la construction, fermant à clé et ventilé
- Conditions d'intervention (ventilation des locaux), choix de techniques et de modes opératoires réduisant le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, communication des fiches de données sécurité
- Traçabilité des déchets : accompagnement par un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD).

9.4. Mesures contre diverses nuisances

Les entreprises devront prendre toutes les mesures de nature à éviter le développement de nuisances dans l'environnement en mettant en œuvre au minimum :

- un matériel insonorisé et adapté aux horaires d'utilisation,
- des dispositifs propres à éviter la propagation de poussières et de fumées dans l'atmosphère (extracteurs, ventilateurs ...)
- des mesures de protection vis d'autres salariés lors d'emploi de produits chimiques.

L'ensemble de ces mesures devra être explicité dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.
Ces nuisances seront évoquées lors des inspections communes.



10. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITE

- Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :
- Les entreprises devront prendre toutes les mesures de nature à éviter le développement de nuisances dans l'environnement en mettant en œuvre au minimum :
 - Un matériel insonorisé et adapté aux horaires d'utilisation,
 - Des dispositifs propres à éviter la propagation de poussières et de fumées dans l'atmosphère (extracteurs, ventilateurs ...)
 - Des mesures de protection vis d'autres salariés lors d'emploi de produits chimique.

L'ensemble de ces mesures devra être explicité dans le PPSPS de chaque entreprise concernée.

Ces nuisances seront évoquées lors des inspections communes.

Lots concernés : Ensemble des Lots

Mesures prises : Décaler les interventions susceptibles d'engendrer une superposition de tâche.



11. MODALITE DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, etc... devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent Plan Général de Coordination
- leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS
- indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions
- informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter

11.1. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

- Règle de diffusion et de communication :
 - L'entreprise dispose de 30 jours pour élaborer son PPSPS ; celui-ci sera remis pour validation au coordonnateur SPS avant intervention sur le chantier.
 - L'entreprise prendra rendez-vous avec QUALICONSULT SECURITE afin d'effectuer l'inspection commune préalable aux travaux ; celle-ci pourra se faire avant la remise du PPSPS.
- Contenu (voir en annexe)

11.2. Sous-traitance

L'entreprise titulaire du marché remettra à son sous-traitant un exemplaire du présent Plan Général de Coordination, celui-ci disposera de 30 jours pour établir son PPSPS, ou 8 jours si second-œuvre et pas de travaux à risques particuliers tel que défini par l'arrêté du 25 février 2003 qu'elle communiquera au coordonnateur SPS, avant son intervention sur le chantier.

11.3. Collège inter-entreprises de sécurité de santé et de conditions de travail

Sans objet



12. LISTE DES INTERVENANTS

	INTERVENANTS	ADRESSES
MAÎTRE D'OUVRAGE	MAIRIE DE KERLAZ	PLACE DU PRESBYTERE - 29100 KERLAZ -
MAITRE D'OEUVRE	GARRIGUES - KERASCOET & SEEVAGEN	125 RUE DES ALOUETTES - 29490 GUIPAVAS
Coordonnateur SPS	QUALICONSULT SÉCURITÉ	360 RUE ROBERT SCHUMAN - 29490 GUIPAVAS



13. NOMENCLATURE DES LOTS

LOT N°01 - TERRASSEMENT – VRD
LOT N°02 - GROS OEUVRE - FONDATIONS
LOT N°03 - CHARPENTE METALLIQUE
LOT N°04 - COUVERTURE
LOT N°05 - RAVALEMENT
LOT N°06 - MENUISERIES EXTERIEURES – FACADES VITREES
LOT N°07 - SERRURERIE
LOT N°08 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS
LOT N°09 - PLATRERIE – CLOISONS – FAUX PLAFONDS
LOT N°10 - REVETEMENTS DE SOL SOUPLES – CARRELAGE – FAIENCE
LOT N°11 - PEINTURE
LOT N°12 - ELECTRICITE
LOT N°13 - CVC



14. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Organismes officiels	DIRECCTE	18, rue Anatole Le Braz - CS 41021 - 29196 QUIMPER Cedex	
	CARSAT	236, rue de Chateaugiron - 35030 RENNES Cedex	Tél.: 02 99 26 70 09 (Bretagne)
Coordonnateur SPS	QUALICONSULT SÉCURITÉ	360 RUE ROBERT SCHUMAN - 29490 GUIPAVAS	02 29 00 81 30
Concessionnaires	EDF – GDF	Dépannage ERDF Dépannage GRDF	Tél.: 09 72 67 50 + N°dép. Tél.: 08 00 47 33 33
	France Télécom	SAV particuliers SAV professionnels	Tél.: 1013 Tél.: 1015
Secours	Pompiers		Tél.: 18 ou 112
	Police secours		Tél.: 17
	Samu		Tél.: 15
	Centre anti-poisons	CHRU Ponchailloux 2 rue Henri le Guilloux 35033 Rennes cedex	Tél : 02 99 86 10 05
Météo			Tél.: 08 99 71 02 + N°dép.



15. CANEVAS DU PPSPS (PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE)

Etablissement du P.P.S.P.S

- a) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :
- Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages
 - La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
 - L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier
 - La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant
- b) Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Ce P.P.S.P.S. devra être adapté à l'opération considérée.

Pour cela il dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le P.P.S.P.S. pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

L'entreprise du lot principal communiquera son P.P.S.P.S. à toutes les entreprises des autres lots.

Le P.P.S.P.S. remplace le plan d'hygiène et de sécurité tel que défini à l'article L.235.3 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976 aujourd'hui abrogé par la loi 1418 du 31 décembre 1993.

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe.



- c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les P.P.S.P.S. à diffuser au coordonnateur.

Cette inspection commune aura lieu, chaque fois que c'est possible, avant diffusion définitive du P.P.S.P.S., de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection préalable à laquelle il a été procédé sur le chantier.

- d) Chaque entreprise, y compris sous-traitante, diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S. au coordonnateur sécurité, via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur pendant 5 ans après réception des ouvrages.

L'entreprise du lot principal, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.235.6 du Code du Travail, procéderont, en supplément, à une diffusion du P.P.S.P.S. aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent Plan Général de Coordination. Toutes les entreprises tiendront leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contractant aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire du marché. Toute dérogation à cette règle serait une cause d'exclusion immédiate du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.



Le P.P.S.P.S. de chaque entreprise, y compris sous-traitante, indique de manière détaillée :

- Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
- Le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence
- Le matériel médical existant sur le chantier
- Les mesures prises pour assurer, dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves
- Les installations d'hygiène, les conditions de travail et les locaux destinés au personnel sur le site
- Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour éliminer les risques propres à ses travaux, ceux découlant du lieu, de l'exploitation et des autres entreprises en décrivant les procédés de construction et d'exécution, les modes opératoires, les matériels, les dispositifs, installations, utilisation de substance en préparation; etc.

Ce document doit être tenu à jour pendant toute la durée des travaux au fur et à mesure du déroulement de l'opération



Trame

CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Noms et adresses
 - de l'entrepreneur
 - du responsable de l'exécution des travaux
 - des sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation
 - du rédacteur du plan
- Nature des travaux sous-traités
- Nom et Numéro du lot de travaux
- Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointe (dates et durées)

CHAPITRE 2 – SECURITE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Analyse détaillée
 - des procédés de construction et d'exécution
 - des modes opératoires
- Énumération
 - des matériels de production
 - des installations de chantier
 - des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération
- Définition des risques prévisibles
- Indication des mesures de prévention choisies
 - protections collectives
 - protections individuelles (pour l'utilisation de harnais, préciser les points d'ancrage)



- Énoncé des mesures du contrôle
 - de l'application des mesures de prévention
 - de l'entretien et des moyens matériels
- Analyse traitant
 - des risques propres aux travaux de l'entreprise
 - des risques liés aux interférences entre entreprises

CHAPITRE 3 – CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS

- Consignes sur la conduite à tenir en présence d'un blessé
- Liste
 - des secouristes formés présents sur le chantier
 - du matériel de soins existant sur le chantier
- Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave

CHAPITRE 4 – MESURES D'HYGIENE

- Hygiène des conditions de travail et prévention des maladies professionnelles
 - nature des produits dangereux utilisés sur le chantier nécessitant une surveillance médicale spéciale
- Hygiène des locaux destinés au personnel
 - mention des installations prévues (vestiaires, réfectoire et sanitaires)
 - nature, surface et emplacement
 - capacité d'accueil et date de mise en service



Diffusion du PPSPS

Au COORDONNATEUR SPS

Lorsque l'entrepreneur ou le sous-traitant a établi son plan, celui-ci peut être consulté, pour avis, par :

- le médecin du travail de l'entreprise
- les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel

L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (*) doit communiquer son P.P.S.P.S. :

- à l'Inspecteur du Travail
- au Service de Prévention de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT)
- au comité régional de l'O.P.B.T.P.
- au chantier (disponibilité permanente)

Suivi : le P.P.S.P.S. doit être conservé par l'entreprise pendant une durée de 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

(*) Liste fixée par arrêté